

**Zeitschrift:** L'Émilie : magazine socio-culturelles  
**Herausgeber:** Association Femmes en Suisse et le Mouvement féministe  
**Band:** [95] (2007)  
**Heft:** 1511

**Artikel:** Lettre à l'émilie  
**Autor:** Gordon-Lennox, Odile  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-283138>

#### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

#### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

#### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 07.02.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# lettre à l'émili e



*J'ai bien apprécié le dossier sur l'avortement et l'évolution des législations. J'aimerais demander une précision au sujet des migrantes et sans-papières. Peuvent-elles, en Suisse, avoir accès au service de planification familiale et à un avortement médicalisé et à quel prix? Je sais qu'aux Etats-Unis, les immigrantes illégales ont en grande majorité recours à un avortement provoqué par le cytotec (misoprostol) de Pfizer, un médicament antiulcéreux aux effets abortifs. Elles ignorent souvent que l'avortement est légal ou elles n'ont pas les 6 ou 700 dollars nécessaires et le cytotec coûte moins de 2 dollars. Cet usage clandestin pose problème aux associations de femmes comme le Latina Institute qui essaie de les informer sur les risques potentiels d'un avortement solitaire.*

Odile Gordon-Lennox

*Réponse par Laetitia Carreras*

« Votre question soulève toute la problématique de l'accès aux soins des personnes sans autorisation de séjour – ou sans-papiers – en Suisse. Elles peuvent, depuis décembre 2001, s'affilier à une assurance-maladie. En effet, les caisses-maladies ne peuvent pas refuser une personne sous prétexte qu'elle ne possède pas de permis de séjour. Telle est la théorie. Si dans la pratique certaines caisses sont plus réfractaires que d'autres, le principal problème réside dans le coût des primes. La plupart des sans-statuts, étant donné leur revenu, ne parviennent pas à l'assumer. En effet, il leur faut débourser environ 400 francs par mois, plus la franchise, plus le 10% de participation, cela est bien trop pour des revenus instables et souvent inférieurs à 1'500 francs par mois. A cela s'ajoute que les adultes ne peuvent bénéficier d'aucune aide financière ni subvention, contrairement aux Suisses.

A Genève c'est l'Unité Mobile de Soins Commaunautaires (l'UMSCO) qui permet une prise en charge médicale des personnes qui ne possèdent pas d'assurance-maladie – dont la plupart sont sans statut. Les personnes participent au coût du traitement – ou de l'intervention – en fonction de leur revenu. Par ce biais, les femmes sans statut ont accès à un avortement médicalisé. Quant au Planning familial, il est accessible à chacun-e, quel que soit son statut. Il existe une collaboration étroite entre le Planning familial, l'UMSCO et les représentantes des communautés migrantes afin de pouvoir effectuer un travail de prévention sur la santé en général et sur la santé sexuelle et reproductive en particulier : les grossesses non désirées, les maladies sexuellement transmissibles, etc. « sont une réalité vécue par un grand nombre de femmes sans statut ».